

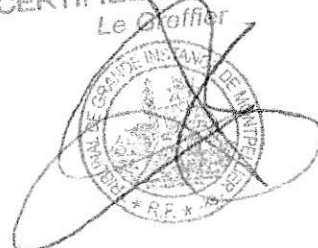
**COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE MONTPELLIER**

LE JUGE DES LIBERTÉS ET DE LA DÉTENTION

POUR COPIE
CERTIFIÉE CONFORME
Le Greffier

Cabinet de TREMBLAY Philippe

**Dossiers n° N° RG 19/01010 et n° 19/1011
N° Portalis DBYB-W-B7D-MHA2
Minute n° : 19/00299**



**ORDONNANCE STATUANT SUR LE CONTRÔLE DE LA
RÉGULARITÉ D'UNE DÉCISION DE PLACEMENT EN
RETENTION ET SUR LA PROLONGATION D'UNE MESURE DE
RETENTION ADMINISTRATIVE**

Article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Le 09 Août 2019 à 10h57

Nous, Philippe TREMBLAY, juge des libertés et de la détention au tribunal de grande instance de Montpellier, étant en audience publique, assisté de Jessica GIROIX, greffier ;

Vu les dispositions des articles L.512-1, L.551-1, L.552-5, L.552-6, et R.552-1 à R.552-10-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu l'arrêté portant obligation de quitter le territoire français émis par le préfet de l'Hérault le 2 août 2019 à l'encontre de **X se disant [REDACTED] Moasin** ;

Vu la décision de placement en rétention administrative au centre de rétention de Sète prise par **M. LE PREFET DE L'HERAULT** le 05 Août 2019 à l'encontre de :

**M. X se disant [REDACTED] Moasin
né le 26 Février 1998 à FES (MAROC)
de nationalité Marocaine**

notifiée à l'intéressé le 06 Août 2019 à 10h52 ;

Vu la requête de **M. LE PREFET DE L'HERAULT** en date du 07 Août 2019 reçue et enregistrée le 07 Août 2019 à 7 août 2019 tendant à la prolongation de la rétention de **M. X se disant [REDACTED] Moasin** dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire pour une durée de vingt-huit jours ;

Vu la requête de **M. X se disant [REDACTED] Moasin** en contestation de la régularité de la décision de placement en rétention administrative en date du 7 août 2019 réceptionnée par le greffe du juge des libertés et de la détention le même jour à 16h37 ;

Vu l'extrait individualisé du registre prévu à l'article L.553-1 du CESEDA émarginé par l'intéressé ;

Monsieur le préfet, Monsieur le procureur de la République près le tribunal de notre siège et le retenu ont été avisés, dès réception de la requête, de la date et de l'heure de la présente audience par le greffier ;

En l'absence de Monsieur le procureur de la République ;

En l'absence de **M. LE PREFET DE L'HERAULT**, ou de son représentant ;

En présence de M. TRISSIA Mohamed interprète en langue arabe, inscrit sur la liste des experts de la cour d'appel de Montpellier,

M. X se disant [REDACTED] Moasin, présent à l'audience et informé de son droit à l'assistance d'un avocat de son choix ou commis d'office, déclare : je souhaite être assisté d'un avocat commis d'office.

Me Emilie PASCAL-LABROT, avocat, est informé par nos soins sans délai et nous fait connaître qu'il assistera l'intéressé. L'avocat a pu consulter la procédure et s'est entretenu librement avec son client.

L'intéressé est informé qu'il peut lui-même consulter la procédure, et éventuellement être assisté par un interprète s'il ne connaît pas suffisamment la langue française.

La requête du retenu et les pièces qui y sont jointes ont, dès leur arrivée au greffe, été mises à disposition de l'autorité administrative et ont pu être consultées avant l'ouverture des débats ;

DEROULEMENT DES DEBATS

A l'audience publique, le juge des libertés et de la détention a procédé au rappel de l'identité des parties ;

L'avocat du retenu soulève *in limine litis* la nullité de la procédure dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

Sur l'insuffisance de motivation de l'arrêté portant placement en rétention

La préfecture n'a pas suffisamment motivé l'arrêté de placement en raison de sa vulnérabilité. Il a dit qu'il faisait l'objet d'un suivi médico - psychologique. Il produit une attestation dans ce sens. Le préfet aurait dû prendre en compte cet état de vulnérabilité. Il demandé un examen médical, nous avons pas le certificat médical.

L'avocat du retenu conteste la régularité de l'arrêté de placement en rétention administrative dans des conclusions écrites qui sont annexées à la présente ordonnance, et qu'il développe oralement à l'audience ;

L'avocat du retenu est entendu en ses observations sur le fond :

Je vous demande de le placer sous assignation à résidence. Il dispose d'une attestation d'hébergement de sa tante qui réside à frontignan.

M. X se disant [REDACTED] Moasin déclare par le truchement de l'interprète :

je regrette ce que j'ai fait avant. Ce qui m'intéresse c'est l'argent propre, le travail. Je suis malade, je ne dors plus la nuit.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Sur la recevabilité de la requête du retenu

Attendu que la requête de l'intéressé est recevable en application de l'article L.552-10-1 du CESEDA en ce qu'elle a été transmise au greffe du tribunal avant expiration du délai de quarante-huit heures à compter de la notification de la décision de placement en rétention et qu'elle est motive, datée, signée et accompagnée de toutes les pièces justificatives utiles ;

Sur la régularité de la décision de placement

L'article L551-1 I. du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile dispose que l'étranger qui ne présente pas de garanties de représentation effectives peut être placé en rétention par l'autorité administrative dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, pour une durée de quarante-huit heures, en prenant en compte son état de vulnérabilité et tout handicap.

L'avocate de l'intéressé indique que cet état de vulnérabilité n'a pas été pris en compte;

L'arrêté portant placement en rétention administrative indique, en effet : "**CONSIDERANT** qu'il ne ressort d'aucun élément du dossier que l'intéressé présenterait un état de vulnérabilité qui s'opposerait à un placement en rétention".

L'imprimé de situation administrative indique, pourtant : "SUIVI MEDICAL (PSY)".

Cet intéressé produit, en outre, une attestation de suivi du 21 juin dernier, indiquant qu'il bénéficie d'un suivi médico-psychologique par l'équipe de psychiatrie de l'unité sanitaire depuis le début de son incarcération au centre pénitentiaire de Béziers.

La motivation de cet arrêté est, donc, manifestement insuffisante.

Le grief est, également, évident.

Il convient, par conséquent, de déclarer cette décision irrégulière et d'ordonner la mise en liberté de cet intéressé.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement en premier ressort, par décision assortie de l'exécution provisoire,

DÉCLARONS recevable la requête de **M. X se disant [REDACTED] Moasin ;**

DÉCLARONS la décision de placement en rétention prononcée à l'encontre de **M. X se disant [REDACTED] Moasin** irrégulière ;

ORDONNONS en conséquence la mise en liberté de **M. X se disant [REDACTED] Moasin ;**

DISONS que la présente ordonnance sera immédiatement notifiée au procureur de la République et que **M. X se disant [REDACTED] Moasin** est maintenu à la disposition de la justice pendant un délai de dix heures à compter de la notification de la présente ordonnance au procureur de la République ;

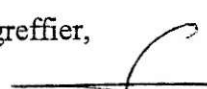
INFORMONS M. X se disant [REDACTED] Moasin que durant cette période, il peut, s'il le souhaite, contacter son avocat et un tiers, rencontrer un médecin et s'alimenter.

INFORMONS les parties qu'elles peuvent interjeter appel de la présente ordonnance devant le Premier président de la cour d'Appel de Montpellier ou son délégué, dans les 24 heures de son prononcé, par déclaration motivée faite ou remise par tous moyens au greffe de la cour d'Appel de Montpellier et leur donnons connaissance des modalités selon lesquelles ce recours peut être exercé ;

INDIQUONS que seul l'appel formé par le ministère public peut être déclaré suspensif par le Premier président de la cour d'Appel ou son délégué.

Ainsi prononcé en audience publique le 09 Août 2019 à 12h45.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention,

